

Convention collective nationale

IDCC : 7019. – **CONCHYLICULTURE**
(19 octobre 2000)

(Etendue par arrêté du 5 juillet 2001,
Journal officiel du 8 juillet 2001)

■ *Journal officiel* du 14 octobre 2008

**Arrêté du 1^{er} octobre 2008 portant extension d'accords nationaux
conclus dans le cadre de la convention collective nationale de
travail concernant la conchyliculture**

NOR : AGRS0823509A

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'agriculture et de la pêche et le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu les articles L. 2261-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2001 portant extension de la convention collective nationale de travail du 19 octobre 2000 concernant la conchyliculture et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu les accords du 18 juillet 2006 relatifs, d'une part, à la formation professionnelle dans les branches de la conchyliculture et, d'autre part, à la mise en place des certificats de qualification professionnelle dans la branche conchylicole, conclus dans le cadre de la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu les avis relatifs à l'extension publiés au *Journal officiel* des 20 juin et 21 juin 2007 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective de la marine marchande ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de travail du 19 octobre 2000 concernant la conchyliculture, les dispositions de l'accord national du 18 juillet 2006 susvisé relatif à la formation professionnelle dans la branche conchylicole, sous les réserves suivantes.

A l'article 1^{er} (Le droit individuel à la formation) du titre I^{er} (La formation tout au long de la vie professionnelle), le deuxième alinéa du paragraphe intitulé « Principe » est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 6323-6 du code du travail.

A l'article 2 (La professionnalisation) du titre I^{er} susmentionné, le troisième tiret du paragraphe intitulé « Les actions prises en charge » est étendu sous réserve du respect des dispositions des articles L. 6314-1 et L. 6325-1 du code du travail.

A ce même article 2 du titre I^{er} susmentionné, le dernier alinéa du paragraphe intitulé « Rémunération du salarié » est étendu sous réserve du respect des dispositions de l'article L. 6325-9 du code du travail.

L'article 1^{er} (Financement des actions de formation des employeurs de dix salariés et plus) du titre III (Les dispositions financières) est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 6331-14 du code du travail.

Article 2

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de travail du 19 octobre 2000 concernant la conchyliculture, les dispositions de l'accord national du 18 juillet 2006 relatif à la mise en place de certificats de qualification professionnelle dans la branche conchylicole, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée.

Article 3

L'extension des effets et sanctions des accords visés à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

Article 4

Le directeur des affaires maritimes au ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, le directeur des affaires financières, sociales et de la logistique au ministère de l'agriculture et de la pêche et le directeur général du travail au ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} octobre 2008.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,
Pour le ministre et par délégation :
Le sous-directeur du travail
et de la protection sociale,
E. TISON

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie,
de l'énergie, du développement durable
et de l'aménagement du territoire,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des affaires maritimes,
D. CAZÉ

Le ministre du travail, des relations sociales,
de la famille et de la solidarité,
Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice des relations individuelles
et collectives du travail,
E. FRICHET-THIRION

Nota. – Le texte de ces accords a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/20, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.